



La Commune



Notre objectif : 500 signatures de parrainage

Edito de La Commune n°86 Décembre 2011-Février 2012

Il y a un peu plus d'un mois, le premier ministre Fillon donnait les objectifs de son troisième plan d'austérité en moins de 18 mois et il ne s'agit sûrement pas du dernier quant on assiste à la frénésie des réunions Merkel-Sarkozy pour sauver l'euro et l'Europe de Maastricht. Le Monde du 8 novembre soulignait que " Ces annonces visent à rassurer les marchés et les agences de notation [NDLR : comprendre le capitalisme] sur la volonté du gouvernement d'alléger le coût du modèle social français ". Nous partageons cette appréciation.

Alors qu'un français sur sept vit en dessous du seuil de pauvreté, les mesures annoncées vont encore aggraver la situation des classes laborieuses, par exemple en ce qui concerne la santé publique, les dépenses de la Sécurité sociale, pour les soins de santé, ont été amputées de milliards d'euros. Alors que depuis 1992, les patrons ont bénéficié de plus de 316 milliards d'euros d'exonérations sociales, 30 milliards en 2010. Et comme si cela ne suffisait pas, la CSG augmente, ce qui entraîne la baisse du salaire net. Et pour faire bon poids, les taxes sur les mutuelles augmentent et les cotisations avec.

Pour la première fois depuis l'après-guerre, les dépenses de personnels de l'Etat vont baisser en 2012. Depuis 2007, 130 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés, sur ces 130 000 suppressions, 66 000 concernent l'Education nationale Quelles en sont les conséquences ? Dans l'enseignement élémentaire et les maternelles, on remplace les professeurs des écoles par des étudiants sans formation, dans les lycées la situation est encore plus grave avec la réforme qui détruit des disciplines entières. En définitive, des générations d'élèves sacrifiés qui iront rejoindre les milliers de chômeurs ou de précaires. La semaine dernière, alors que l'ensemble des syndicats de l'éducation nationale appelaient à la grève contre la réforme du statut des enseignants, le projet de budget 2012 présenté par Fillon prévoit 14 280 suppressions d'emplois !

Il n'est pas un secteur de la vie sociale qui ne soit pas attaqué. Dans les transports publics, la privatisation en marche à la SNCF touche des millions de salariés qui l'empruntent quotidiennement pour se rendre au travail. Pour faire passer ses plans le gouvernement menace les libertés démocratiques en particulier le droit de grève ; c'est ce qui se passe dans cette période de fin d'année à l'occasion de la grève des personnels des aéroports en lutte pour leurs légitimes revendications.

Alors faut-il comme l'a déclaré Hollande, candidat du PS à l'élection présidentielle, " donner du sens à la rigueur " ? Ou encore ne pas dépasser les 3% de déficits publics inscrits dans le traité de Maastricht ? Faut-il comme il est écrit dans le programme du Front de Gauche, dont le candidat à l'élection présidentielle est Mélenchon, " un réaménagement négocié des dettes publiques " (" L'Humain d'abord ") ? En aucun cas. La défense des salariés, des chômeurs, de la jeunesse ne passe par le respect des critères de Maastricht, le retour aux 3%, c'est 100 millions d'euros de coupes dans les dépenses publiques. Il faut rompre avec les plans de rigueur, il ne peut s'agir de réaménager la dette, mais de refuser de payer leur dette et ses intérêts.

" Nous sommes sur un volcan qui peut dynamiter à tout moment le continent européen (...), son unité monétaire, son unité politique " affirmait Fillon, le 11 octobre 2011. Pour éviter l'irruption en France, comme en Grèce, en Italie et comme cela semble se dessiner dans l'Etat espagnol, les capitalistes cherchent l'union nationale.

A l'occasion de l'élection présidentielle, le NPA et son candidat Philippe Poutou défendront un programme anticapitaliste, un plan d'urgence, pas un programme pour un gouvernement de " gauche " chargé d'imposer la rigueur au nom du paiement de la dette et de ses intérêts. Ils diront : " ce n'est pas à nous de payer leur crise, il faut annuler la dette et exproprier les banques, les nationaliser et les unifier sous contrôle des travailleurs. " et pour que Poutou puisse le dire, la priorité des priorités, c'est les 500 signatures de parrainage.

Elie Cofinhal, le 19 décembre 2011

Modifié le lundi 07 mai 2012

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
